

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
D'AVIGNON UNIVERSITÉ**

**SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 6 JUIN 2024**

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration extraordinaire  
réuni en formation plénière le 6 juin 2024**

1. Informations générales

**A. Stratégie de l'établissement :**

1. Questions budgétaires et financières :
  - 1.1 Allocation des enveloppes des moyens destinés à la formation et à la recherche au titre de l'année 2025
  - 1.2 Approbation du modèle économique de l'alternance

**B. Fonctionnement de l'établissement :**

1. Questions relatives au fonctionnement de l'université :
  - 1.1 Désignation du Directeur/de la Directrice du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV)
  - 1.2 Approbation des conditions et modalités de prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par un agent public d'Avignon Université, bénéficiaire de la protection fonctionnelle
  - 1.3 Approbation de la structuration des instituts et des directions centrales
2. Questions relatives à l'activité contractuelle de l'université :
  - 2.1 Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et Queen Mary University of London - Royaume-Uni

Le 6 juin 2024, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du Président de l'établissement.

TABLEAU DES PRÉSENCES		PRÉSENTS	REPRÉSENTÉS (procuration à)	ABSENTS / EXCUSÉS
<b>Président</b>	M. LINARÈS Georges	X		
<b>Vice-président du CA</b>	M. RICHAUD Alain	X		
<b>Représentante du Rectorat (invitée)</b>	Mme CARBONE Catherine	Visio		
<b>Collège A</b>	Mme VINET Agnès	X		
	M. DOUVINET Johnny		M. RICHAUD Alain	
	Mme FALKERT Anika	X		
	M. MARREL Guillaume			X
	Mme BLANKE Delphine	X		
<b>Collège B</b>	Mme CAVALIE Elsa	X		
	M. CHALIKAKIS Konstantinos	X		
	Mme MAFFRE BAUGÉ Agnès		M. PAYAN Paul	
	M. PAYAN Paul	X		
	Mme TIXIER Anne-Sylvie		M. CHALIKAKIS Konstantinos	
<b>Collège C BIATSS</b>	M. BERRAG Allal	X		
	Mme SERON Jenny	X		
	Mme ANDRÉ Fanny	X		
	M. LUBIN Mario	X		
<b>Collège Etudiants</b>	Mme DEVLIEGHÈRE Charline	X		
	Mme MAZZITELLI Lisa	X		
	M. GILLET-LACOSTE Enzo	X		
	M. YEPEZ Thomas			X
<b>Personnalités Extérieures</b>	Mme GAGNIARD Anne			X
	Mme JABLONSKI-CASTANIER Christelle		M. RICHAUD Alain	
	M. BISSIERE Michel		M. LINARÈS Georges	
	M. CARLIN Frédéric	X		
	M. GONIDEC Jean-François			X
	Mme BATTAGLIA Pascale	X		
	M. GONTARD Paul-Roger	X		
	Mme JULLIAN Catherine			X
<b>Participants à titre consultatif de droit</b>	M. BARBE Jacky	X		
	M. BOURDAGEAU Stéphane	X		
	M. GUINTOLI Claude	X		
	M. GUIN Joël			X
<b>Invités</b>	Mme ARFELLI Françoise	X		
	Mme DECUYPER Florence	X		
	Mme GALNON Claudie	X		
	Mme SOMMAZI Laurence	X		

Membres composant le conseil : 28

Membres présents (18) ou suppléés (5) : 23

Membres absents et non suppléés : 5



Après s'être assuré que le quorum est atteint, Monsieur Alain Richaud, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA) d'Avignon Université ouvre la séance du CA. Il est 14h30.

Le VP CA indique que ce jeudi 6 juin 2024, l'établissement organise la conférence-débat « La science ouverte à l'université » avec la présence, entre autres, de Monsieur Marin Dacos (Coordinateur national de la science ouverte au Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, fondateur et ancien directeur d'OpenEdition). Dans le cadre de cet événement, le Président déjeune avec Monsieur Marin Dacos et rejoindra le Conseil d'administration en cours de séance.

## **1. Informations générales**

Les informations générales ci-après sont présentées par le Président après le point A.1.2 de l'ordre du jour « *Approbation du modèle économique de l'alternance* ».

### **- Départ d'Anne-Sophie Barthez de la DGESIP :**

Le Président indique que Madame Anne-Sophie Barthez quitte ses fonctions de directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP). Elle faisait partie des interlocuteurs majeurs à l'interface du MESRI et de l'établissement.

### **- Nomination du nouveau recteur :**

Monsieur Benoît Delaunay, conseiller d'État, est nommé recteur de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur.

### **- Inauguration de la chaire partenariale GeEAUde :**

Le 31 mai 2024, Avignon Université a inauguré la chaire partenariale GeEAUde portée par Monsieur Konstantinos Chalikakis, en partenariat avec l'INRAE et l'IFPEN. Le Président indique que les chaires partenariales font partie des grands projets qui donnent à l'établissement les moyens de développer sa recherche et qui mettent en visibilité ses réalisations. L'inauguration d'une chaire est un événement majeur d'un point de vue scientifique et politique. L'inauguration a rassemblé un grand nombre de partenaires (Suez, Veolia, etc.) et une dynamique vertueuse se met en place pour cette chaire. Le Président remercie Monsieur Konstantinos Chalikakis pour l'important travail effectué dans le cadre de la chaire partenariale GeEAUde. Il remercie également la Direction d'Appui à la Recherche et à l'Innovation (DARI) pour la qualité de son travail. La question de l'eau est très centrale avec des enjeux économiques et sociétaux majeurs. Aussi, il est important pour Avignon Université de se placer au centre de domaines tels que celui-ci.

### **- Films de fin d'année de l'École des Nouvelles Images :**

Le vendredi 31 mai 2024, l'École des Nouvelles Images a présenté les films de fin d'année de ses élèves. Dans le cadre du partenariat entre les deux établissements, le VP CFVU d'Avignon Université était présent à cet événement. Le Président indique que l'École des Nouvelles Images a été identifiée par l'académie des Oscars comme étant la meilleure école du monde en films d'animation. L'École des Nouvelles Images fera partie des résidents permanents de la Villa Créative. Du fait du retard de chantier de la Villa Créative, les élèves seront temporairement accueillis au sein de la Bibliothèque Universitaire d'Avignon Université, dont les locaux seront loués à l'école. Cet accueil au sein de l'université permet de sécuriser ce partenaire et cela constitue également un enjeu de crédibilité pour Avignon Université auprès des partenariats à développer dans les écosystèmes territoriaux (École Supérieure d'Art d'Avignon, CNAM, etc.).

## **A. Stratégie de l'établissement :**

### **1. Questions budgétaires et financières :**

#### **1.1 Allocation des enveloppes des moyens destinés à la formation et à la recherche au titre de l'année 2025**

Après s'être assuré de l'obtention du quorum physique requis en matière budgétaire, le VP CA indique que dans le contexte inflationniste actuel, les recettes de l'établissement sont en baisse. L'inflation et les mesures dites « Guérini » ne sont pas entièrement compensées par le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESRI). 500 K€ sont perdus dans le cadre de la loi ORE ont été supprimés. Les effectifs étudiants et par voie de conséquence les recettes des droits d'inscription sont également en baisse. Les dépenses de l'université sont quant à elles en hausse, avec une augmentation de plus de 4,5%. Depuis 2021, le surcoût relatif aux dépenses de fluides de l'établissement représente 450 K€ par an. Le plan Vigipirate renforcé représente quant à lui un coût de 240 K€ par an. Enfin, le VP CA indique que les aléas de chantier de la Villa Créative ont également des conséquences sur le budget de l'établissement.

Le VP CA invite Madame Laurence Sommazi, Directrice des finances, des achats et du contrôle interne (DFACI) et Monsieur Claude Guintoli, Agent comptable, à présenter les enveloppes des moyens destinés à la formation et à la recherche au titre de l'année 2025.

Madame Laurence Sommazi indique que le vote du CA de ce jour relatif aux enveloppes des moyens destinés à la formation et à la recherche au titre de l'année 2025 est la première étape de la construction budgétaire de l'année 2025. Par la suite, au mois de septembre, lesdites enveloppes seront réparties par la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU) et la Commission de la Recherche (CR). Entre les mois de juin et septembre 2024, les travaux budgétaires seront

lancés avec des échanges auprès de l'ensemble des services et composantes, initiés via la note de cadrage et le débat d'orientation budgétaire à venir. Enfin, après les échanges et expressions des besoins budgétaires, le budget initial de l'établissement au titre de l'année 2025 sera voté par le CA au mois de décembre 2024.

Madame Laurence Sommazi présente les enveloppes des moyens destinés à la formation et à la recherche au titre de l'année 2025 via un diaporama projeté en séance (*cf. annexe point A.1.1*).

Pour construire les enveloppes, l'établissement s'appuie sur les ressources suivantes :

- la subvention pour charges de service public (SCSP) versée par le MESRI. Cette dernière représente la ressource la plus importante pour l'établissement. Le montant de la SCSP au titre de l'année 2023 était de 57,5 M€.
- les autres subventions (ANR, Europe, etc.),
- les droits d'inscription,
- les prestations de formation continue,
- les prestations de recherche,
- les autres prestations,
- la taxe d'apprentissage.

Le **budget de l'établissement** est représenté ainsi : 57,5 M€ de SCSP versée par le MESRI, 3,5 M€ d'autres subventions et 6,5 M€ de ressources propres. Aussi, les dépenses ne doivent pas excéder ce budget. Les ressources indiquées précédemment ne font pas toutes l'objet d'une répartition par la CFVU et la CR. En effet, seules sont concernées :

- une partie de la part « fonctionnement » de la subvention pour charges de service public (SCSP) versée par le MESRI,
- les droits d'inscription,
- une faible partie des ressources propres.

Les autres ressources de fonctionnement ne peuvent abonder les enveloppes des moyens destinés à la formation et à la recherche car elles sont dédiées à des dépenses spécifiques, que sont :

- les laboratoires, composantes et services (recettes fléchées),
- la masse salariale centrale.

Madame Laurence Sommazi indique que les ressources de l'établissement ne sont pas à la hauteur des nouvelles dépenses qui sont intervenues depuis les trois dernières années. Les raisons sont multiples, telle que la non compensation de l'inflation par le MESRI, la prise en charge partielle des mesures catégorielles, la suppression de 500 K€ soclés de la loi ORE ou encore la diminution des recettes des droits d'inscription (baisse des effectifs étudiants de plus de 10% entre 2021 et 2023). La SCSP « fonctionnement » reçue par l'établissement a diminué de 10% (hors actions spécifiques et opérations immobilières), du fait, en particulier, du transfert de 500 K€ vers la masse salariale depuis 2022.

Du fait de l'inflation et par rapport à 2021, les dépenses « subies » par l'établissement représentent un surcoût d'1 M€. Les dépenses de fonctionnement de tous les services, composantes et laboratoires sont concernées mais ce sont celles que les services centraux ont à leur charge qui sont les plus affectées (4,5% de hausse du coût de la vie à fin mars 2024, augmentation du coût des fluides de 450 K€ annuels depuis 2021). Comme indiqué par le VP CA précédemment, de nouvelles dépenses viennent impacter le budget de l'établissement, tel le surcoût du plan Vigipirate national, soit 240 K€ annuels ou encore le loyer de la Villa Créative qui représentera 370 K€ à compter de 2025. Pour l'année 2025, il faut s'attendre à une situation de déficit budgétaire dans la mesure où l'État devrait continuer à ne compenser que partiellement les mesures salariales prises en 2023. L'État ne financera pas l'augmentation des coûts des fluides. Afin de maintenir le déficit à un niveau acceptable et limiter ces différentes dépenses, des efforts sont nécessaires de la part de l'ensemble de la communauté.

Le **montant net de l'enveloppe formation** s'établissait à 2 676 940 € en 2024. Pour l'année 2025, il est proposé de réduire le montant brut de cette enveloppe à 2 426 940 €, soit une réduction de 250 K€. Hors enveloppe, l'aide annuelle de 711 K€ au titre du projet CAPACITE (NCU - PIA3) et de 75 K€ au titre du projet PANORAMA abondent cette année encore le budget de la formation. Pour l'enveloppe formation, l'effort portera à la fois sur la partie « fonctionnement » de cette même enveloppe et sur la partie relative aux heures complémentaires et aux vacances. En effet, la baisse de l'enveloppe correspond à la baisse du volume horaire des prévisions 2025 des heures nécessaires pour assurer les enseignements.

Le **montant net de l'enveloppe recherche** s'établissait à 1 438 955 € en 2024. Pour l'année 2025, il est proposé de réduire le montant brut de cette enveloppe à 1 328 955 €, soit une réduction de 110 K€.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

En page 4 du diaporama présenté en séance (*cf. annexe point A.1.1*), il est indiqué ce qui suit : « La SCSP « fonctionnement » reçue par l'établissement a diminué de 10% (hors actions spécifiques et opérations immobilières), du fait, en particulier, du transfert de 500 000 euros vers la masse salariale depuis 2022 ». À ce sujet, Monsieur Allal Berrag demande comment a été contourné le principe de la fongibilité asymétrique. Madame Laurence Sommazi répond que cela n'a pas été contourné et qu'il s'agit d'une décision prise il y a trois ans du fait de besoins importants sur la partie « masse salariale » et moindres sur la partie « fonctionnement ». Aussi, au moment de l'allocation de la dotation de l'État, il a été demandé de changer la répartition pour être mieux doté en masse salariale par rapport au fonctionnement. Madame

Laurence Sommazi indique qu'il ne s'agit pas d'un contournement mais d'un changement irréversible. Monsieur Allal Berrag indique que dans ce cas, le MESR n'applique pas une loi qu'il a lui-même créée. Dans le cadre de la création de la fongibilité asymétrique dans la loi « LRU », il n'est pas possible de transférer du « fonctionnement » vers la « masse salariale ». Laurence Sommazi répond que c'est le schéma inverse qui s'applique, c'est-à-dire que la « masse salariale » ne peut pas être transférée vers le « fonctionnement ».

Madame Agnès Vinet demande des précisions sur la différence entre les montants nets et bruts qui apparaissent dans les tableaux présentés en séance. Elle illustre son interrogation via un exemple en page 9 de l'annexe A.1.1, concernant l'enveloppe recherche, qui indique ce qui suit : « *Le montant net de l'enveloppe s'établissait à 1 438 955 € en 2024. Il est proposé de réduire le montant brut de l'enveloppe à 1 328 955 € en 2025* ». Madame Laurence Sommazi répond que la baisse se répercute sur le montant brut, puis sur ce montant brut est calculé le gel de précaution. Afin de mieux comparer, Madame Agnès Vinet souhaite connaître le montant brut de l'année 2024. Madame Laurence Sommazi répond qu'il faut ajouter environ 26 K€ au montant net.

Madame Delphine Blanke demande quel pourcentage net représente la diminution de la répartition des deux enveloppes (formation et recherche). Madame Laurence Sommazi répond que cela représente environ 10% sur chaque enveloppe. Le Président ajoute que des charges ont été intégrées à l'enveloppe des moyens destinés à la recherche. Ces mêmes charges étaient auparavant en dehors de l'enveloppe recherche et étaient portées par d'autres lignes dans l'établissement. La diminution de 10% indiquée précédemment a été appliquée là-dessus.

Monsieur Allal Berrag indique qu'il constate une diminution des enveloppes en 2024 et une diminution prévue pour l'année 2025. Il demande si un bilan a été effectué quant à l'impact pluriannuel de ces réductions sur la recherche (impact du cumul des réductions sur plusieurs années). Le Président répond que l'impact sur la production scientifique est difficile à mesurer du fait d'une inertie à ce sujet et cela dépend également de plusieurs paramètres telle que la politique partenariale qui sera développée en termes de recherche et de formation. Le Président ajoute qu'il reste à espérer que la réduction de l'enveloppe recherche ne sera pas directement une réduction des moyens qui seront à disposition de la recherche. Un travail doit être effectué pour développer les ressources propres de la recherche. La politique partenariale doit permettre à l'établissement de limiter l'impact des contraintes budgétaires sur l'activité scientifique. L'objectif pour l'établissement sera d'être davantage dans l'optimisation que dans une réduction de l'activité scientifique. Il s'agira en effet pour la Commission de la recherche et les instituts d'optimiser l'ensemble des dépenses et d'utiliser au mieux les moyens que l'établissement met à disposition des laboratoires. Le Président ajoute que les laboratoires sont également en situation de tension d'un point de vue budgétaire (coûts des fluides, des consommables qui augmentent, etc.). La contrainte budgétaire impacte l'ensemble des grandes missions de l'établissement et l'effort doit être supporté par tous.

Concernant l'enveloppe des moyens destinés à la formation, Madame Delphine Blanke demande des précisions quant à l'impact sur la diminution des heures complémentaires. Le VP CA répond que l'effort a déjà été fait avec les nouvelles maquettes de formation dans le cadre de l'accréditation. Il ajoute qu'il est important garder une articulation entre ambition et pragmatisme.

Madame Delphine Blanke demande pourquoi l'université paye un loyer pour la Villa Créative. Le Président répond qu'Avignon Université est actionnaire principal de la société universitaire et de recherche (SUR) mais les locaux seront tout de même loués par l'établissement. L'objectif pour l'établissement est de se diriger vers des modèles de développement qui seront soutenables financièrement. La question se posera également pour la Villa Naturalité. La vision pluriannuelle est essentielle et un travail est en cours sur la projection pluriannuelle du budget. Le Président ajoute qu'il faut avoir un modèle prédictif du budget.

Afin de mieux comprendre ce à quoi est confronté Avignon Université, Maître Paul-Roger Gontard demande quelle est la trajectoire prise par les universités voisines en termes d'équilibre budgétaire en formation et recherche et en termes de diminution des effectifs étudiants. Le Président répond qu'en termes de difficultés budgétaires, l'ensemble des établissements est concerné. Pour l'interrogation de Maître Paul-Roger Gontard sur la diminution des effectifs étudiants, le Président indique qu'il y a une baisse générale des effectifs dans l'enseignement supérieur. Certaines universités voient leurs effectifs baisser après une augmentation ces dernières années. Avignon Université n'a pas bénéficié des augmentations d'effectifs constatées ces dernières années dans d'autres établissements. Le Directeur Général des Services (DGS) indique qu'environ 40 établissements sont en situation de déficit budgétaire ou en double déficit consécutifs (mise sous tutelle sous l'empire de la réglementation actuelle). Concernant le contexte des universités voisines, Aix-Marseille Université (AMU) était en déficit l'année dernière mais dans le cadre du déficit autorisé. En effet, il s'agit d'un établissement qui a une capacité très importante à combler son déficit car il a été lauréat d'un projet IDEX et d'un projet ISITE qui lui donne des sources de financement. La problématique d'Avignon Université est que ses ressources ne sont pas suffisantes pour couvrir ses nouvelles charges et l'établissement n'a pas de réserve de financement. En effet, le fonds de roulement est au niveau prudentiel nécessaire, ce qui n'offre pas de marge à l'établissement.

Monsieur Allal Berrag demande si les mesures préconisées ont un impact sur les frais d'inscription pour les étudiants. Le DGS répond qu'il existe une mesure nationale sur l'augmentation des droits d'inscription et l'établissement n'a pas la capacité de pouvoir déterminer le montant de ces droits d'inscription.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'allocation des enveloppes des moyens destinés à la formation et à la recherche au titre de l'année 2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

## **1.2 Approbation du modèle économique de l'alternance**

Le VP CA indique qu'en termes de ressources propres, Avignon Université est en dessous de la moyenne nationale et ce, particulièrement concernant l'alternance. De plus, l'alternance ne concerne qu'un trop faible nombre de formations au sein de l'établissement et il a été constaté qu'entre ces mêmes formations, les pratiques de l'alternance étaient assez disparates. Suite à ces deux constats, la question était de savoir comment donner de la visibilité aux équipes et établir une règle commune sur l'alternance qui soit claire et compréhensible par tous. Pour cela, les deux objectifs fixés sont :

- inciter les formations qui ne proposent pas d'alternance à entrer dans le dispositif,
- inciter les formations ouvertes en alternance à aller plus loin dans le dispositif en accroissant le nombre d'alternants.

L'ensemble de ces éléments ont prévalu à l'élaboration du modèle économique de répartition des ressources de l'alternance présenté au CA de ce jour. Le VP CA présente ledit modèle économique via un diaporama projeté en séance.

Concernant les **recettes de l'apprentissage**, le VP CA rappelle que les fonds d'apprentissage sont collectés par le CFA Formasup Méditerranée et les montants sont variables en fonction du niveau de formation et du secteur d'activité.

Le CFA prélève :

- 550 € par étudiant correspondant aux frais de gestion,
- 7% des recettes pour fonds mutualisés inter-universitaires (appel à projet),
- 20% pour les mesures d'accompagnement des formations,
- 10% sûreté (abandon, défaut de paiement, etc.).

Le CFA reverse le reste à Avignon Université, soit environ 5 K€ par étudiant après prélèvements.

Concernant le **modèle de répartition des ressources de l'alternance**, à partir des recettes de l'apprentissage, l'établissement procédera à une déduction :

- d'une participation aux frais de fonctionnement de l'établissement à hauteur de 21 %,
- du montant des dépenses liées au volume horaire de l'apprentissage. En cas de cours mutualisés, le montant est réparti entre les formations qui se partagent les mêmes cours,
- du montant des dépenses liées aux primes de responsabilité pédagogique de la formation en alternance.

Il est nécessaire d'aller chercher de nouvelles recettes et la proposition du modèle économique de l'alternance présenté ici permet à l'établissement d'avoir une marge de manœuvre supplémentaire dans le cadre de sa situation financière actuelle.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Claudie Galnon, Directrice de la Communication, demande comment motiver les équipes au sujet de l'alternance. Le VP CA répond que pour développer l'alternance il faut accompagner les collègues. Le Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV) dispose d'ingénieurs dont la mission est d'accompagner les équipes pédagogiques dans ce travail d'ouverture de formations en alternance.

Le Président indique que l'alternance est à la fois un dispositif incitatif qui permet de se donner des moyens supplémentaires mais qui permet également aux équipes d'être autonomes quant aux types de projets qu'elles souhaitent porter. Le VP CA ajoute que de manière indirecte, il existe deux autres avantages au modèle économique de l'alternance qui doivent répondre à deux problématiques :

- pour que les effets de l'alternance soient positifs, il est nécessaire de « labourer le champ » des partenariats socio-économiques de la formation concernée et cela doit être développé à l'échelle des formations,
- cela peut répondre à la baisse des effectifs étudiants. En effet, de nombreux étudiants recherchent des formations en alternance et pour ce dispositif, l'offre actuelle d'Avignon Université est insuffisante. Le VP CA ajoute que sur ce point, les résultats seront évalués l'année prochaine.

Monsieur Konstantinos Chalikakis indique qu'il y a une inertie dans le système car les étudiants ne connaissent pas tous l'offre de formation en alternance proposée par l'établissement et le temps que la formation en alternance soit mise en place, il y a un décalage dans le temps qui a pour conséquence de ne pas voir immédiatement les effets financiers du dispositif. Il ajoute que, selon lui, le modèle économique présenté ce jour est la bonne stratégie. Le VP CA répond qu'en effet, les effets financiers de l'alternance sur l'attractivité des étudiants et sur les partenariats socio-économiques se mesureront dans deux à trois ans. Toutefois, en une année, il serait possible de mesurer la réception et l'intérêt des équipes pédagogiques sur ce type de modèle.

À la lecture des courbes présentées dans le diaporama, Monsieur Allal Berrag demande s'il existe un effectif minimum pour ouvrir une formation en alternance. Le VP CA répond que les chiffres présentés dans les deux exemples du diaporama correspondent aux effectifs en formation initiale. Concernant les formations en alternance, il n'existe pas d'effectif minimum. Par exemple, cette année, trois étudiants étaient inscrits dans le parcours en alternance du Master 1 « Théâtre et écritures ».



Monsieur Allal Berrag précise que son propos n'est pas de demander de ne pas ouvrir de formations en alternance. Il ajoute que cela poserait la question de la solidarité entre les formations et notamment sur le budget des formations, qui est globalisé. Certaines formations dans les sciences dures auraient alors davantage d'alternants que d'autres formations dans d'autres disciplines. Le Président indique qu'il y aura un effet de redistribution au bénéfice de l'ensemble de l'établissement. Il précise également que même si une formation compte moins de huit étudiants inscrits, cela ne signifie pas qu'elle n'ouvrira pas. En effet, les indicateurs donnent de la visibilité sur le coût de la formation mais, *in fine*, le choix d'ouvrir ou non une formation est un choix politique et ce sont les conseils qui décident de cela, en connaissance de cause. La démarche n'est pas de piloter de manière stricte les formations via les indicateurs. Les indicateurs et les modèles sont très importants mais ils ne constituent pas les seuls déterminants du pilotage de la stratégie de l'établissement.

Madame Delphine Blanke s'interroge sur les points ci-après :

- Est-ce que l'effet de redistribution des recettes de l'alternance concerne toutes les composantes ou uniquement la composante prélevée qui recevra les montants de l'alternance qu'elle a générés ? Le VP CA répond que la redistribution des recettes de l'alternance ira vers la composante qui porte la formation en question, charge à elle ensuite de distribuer les recettes vers la formation concernée.
- Dans quelle mesure et à partir de quand sera mis en place le recrutement de postes en CDD ? Le VP CA répond que cela pourrait être mis en place dès la rentrée prochaine.
- Est-ce que la composante sera prélevée dans le cadre des équivalences de services (EQS) et devra en même temps payer les heures complémentaires générées par les heures d'enseignement ? Le VP CA répond que l'établissement vient compenser le dépassement des heures complémentaires.
- Avec la mise en place du Bachelor Universitaire de Technologie (BUT) à l'IUT et pour des questions techniques, la mutualisation est compliquée à faire apparaître sur les outils actuels de l'université. Comment sera mesurée la mutualisation ? Le VP CA répond que l'annexe A.1.2 transmise aux administrateurs concerne uniquement les formations de Master, Licence et Licence professionnelle mais pas les BUT ; l'IUT n'est donc pas concerné par ce document. Afin d'avoir un modèle plus fin qui corresponde à la réalité de la mise en place des BUT, et qui tienne compte des mutualisations, un travail sera effectué dans l'année à venir avec l'IUT pour produire un document spécifique.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le modèle économique de l'alternance.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

Monsieur Enzo Gillet-Lacoste quitte la séance.

## **B. Fonctionnement de l'établissement :**

### **1. Questions relatives au fonctionnement de l'université :**

#### **1.1 Désignation du Directeur/de la Directrice du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV)**

Le VP CA indique que le Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV) a connu des difficultés au cours des derniers mois. Avec la nomination du nouveau Directeur/de la nouvelle Directrice, l'idée est de remettre cette direction au travail, au service des formations, car ce besoin est aujourd'hui particulièrement criant. Le Président ajoute que dans sa démarche de développement des partenariats, l'établissement a besoin d'un SFTLV qui soit fort, bien structuré et capable de rendre les projets opérationnels. Il existe un besoin au sein du territoire en termes de formation continue et de formations en alternance. Le SFTLV joue un rôle majeur pour l'établissement et il aura un rôle essentiel dans les années à venir.

Le Président propose Madame Nabila Bellamine en qualité de Directrice du Service de la formation tout au long de la vie. Il souligne l'expérience professionnelle de Madame Nabila Bellamine et l'adéquation de son profil avec les attendus du poste à la direction du SFTLV.

Le Président ajoute qu'il est important de ne pas placer les enseignants-chercheurs à la direction des services car ils sont sélectionnés et formés pour faire de l'enseignement et de la recherche et non pour administrer un service. La gestion d'un service et le management relèvent du champ de compétences d'un personnel administratif et non de celui d'un enseignant-chercheur. Le VP CA indique que le conseil de gestion du Service de la formation tout au long de la vie qui s'est réuni le 30 mai 2024 a émis avis favorable à l'unanimité sur la désignation de Madame Nabila Bellamine en qualité de Directrice du SFTLV (*cf. annexe point B.1.1*).

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la désignation de Madame Nabila Bellamine en tant que Directrice du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

#### **1.2 Approbation des conditions et modalités de prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par un agent public d'Avignon Université, bénéficiaire de la protection fonctionnelle**



Le VP CA donne la parole à Madame Florence Decuyper, Directrice de la Direction des affaires générales et de l'aide au pilotage (DAGAP). Cette dernière présente les éléments relatifs aux conditions et modalités de prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par un agent public d'Avignon Université, bénéficiaire de la protection fonctionnelle (cf. *annexes point B.1.2*). La protection fonctionnelle est une demande expresse de l'agent, qui fait l'objet d'une réponse écrite de la part de l'administration. L'agent expose les faits, motive sa demande et fait part des mesures qu'il souhaiterait voir mises en place pour le protéger. L'administration prend une décision de protection ou non, qui fait l'objet d'une réponse écrite. Dans ce cadre, la prise en charge des frais d'avocat est possible avec une convention d'honoraires soit tripartite, soit bilatérale, entre l'agent et son avocat, qu'il peut choisir librement ou que l'établissement peut lui conseiller. Le montant de la prise en charge est plafonné à 5 K€ TTC par instance.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Allal Berrag demande comment a été déterminé le montant de 5 K€ TTC par instance et donne l'exemple des frais d'avocat en Conseil d'État. Madame Florence Decuyper répond que ce montant a été déterminé en fonction des montants pratiqués par les avocats et particulièrement par l'avocat auquel fait appel l'établissement pour certaines affaires, qui pratique un forfait. Elle ajoute qu'en effet, le ministère d'avocat en appel et en cassation coûte plus cher mais il est nécessaire de plafonner le montant. Par ailleurs, un arrêté (article 6 du décret n° 2017-97 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de la prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit) conjoint devait être pris par le Ministère des finances et le Ministère de la justice pour déterminer un plafond. Or, cet arrêté n'a jamais été pris et pour éviter de se retrouver dans des situations de dépenses assez importantes en fonction de certains avocats, certains établissements comme le nôtre, ont pris la décision de limiter ces frais.

Pour compléter la question de Monsieur Allal Berrag, Monsieur Konstantinos Chalikakis demande s'il ne serait pas envisageable d'avoir deux plafonds différents selon les instances. Madame Florence Decuyper répond qu'il faut apprécier l'instance mais également la complexité de l'affaire. Certaines affaires s'arrêtent en première instance et demandent pourtant beaucoup de travail (production de mémoires en défense qui demandent du travail supplémentaire). Il a alors été décidé de fixer un plafond global qui permet d'apprécier ce maximum-là.

Monsieur Allal Berrag indique que les frais ne sont pas les mêmes entre les instances (avoué en cours d'appel, Conseil d'État, etc.). Selon lui, il serait davantage logique de différencier les montants entre les instances. Madame Florence Decuyper répond qu'elle comprend tout à fait le questionnement de Monsieur Allal Berrag et indique qu'il est nécessaire pour l'établissement de fixer un plafond. Elle ajoute que l'université peut également proposer un avocat à l'agent. Monsieur Allal Berrag répond que si le recours est fait contre l'établissement, l'avocat de l'université ne pourra pas être suggéré à l'agent. Madame Florence Decuyper indique que l'établissement interviendrait pour défendre un agent qui serait mis en cause et non le schéma inverse. Le DGS précise que la protection fonctionnelle concerne les cas dans lesquels l'intégrité de l'agent a été menacée physiquement ou verbalement, ou s'il est victime d'insultes et de diffamation. Cela peut également concerner la mise en cause pénale d'un agent mais ce cas est très rare. La majorité des cas sont des affaires de première instance. Le montant du plafond à 5 K€ TTC est adapté aux types d'affaires que connaît majoritairement l'établissement.

Maître Paul-Roger Gontard indique que l'avoué a disparu en deuxième instance en session d'appel car désormais, les avocats du ressort de Cour sont en capacité de faire ce que l'on appelait auparavant la « postulation d'appel ». Cette dépense supplémentaire a donc disparue. En première instance, l'ensemble des avocats du ressort de la Cour d'appel peuvent postuler sur tous les tribunaux du ressort de ladite Cour. Cela a notablement diminué les frais de justice. Maître Paul-Roger Gontard ajoute que la protection fonctionnelle est souvent adossée à des procédures pénales et notamment l'inscription sur intérêts civils. Les montants évoqués dans le document soumis au vote du CA de ce jour sont largement suffisants pour la première instance et éventuellement une procédure d'appel (en cas de diffamation, d'injure publique, menace de mort, coups et blessures). Toutefois, dans l'hypothèse où une affaire devait arriver devant la Cour de cassation ou le Conseil d'État, les charges d'honoraires seraient effectivement plus importantes.

Madame Delphine Blanke fait remarquer que dans le paragraphe « 2.2. La décision » en page 4 de la notice transmise aux conseillers, il est indiqué que « *l'octroi de la protection fonctionnelle doit être le principe, le refus l'exception* » et dans le même paragraphe, il est également indiqué « [...] *l'absence de réponse dans un délai de deux mois de la réception de la demande vaut décision implicite de refus* ». Selon elle, il est quelque peu difficile pour un agent d'attendre le délai de deux mois avant de s'apercevoir que ce qui était positif par principe devienne négatif. Madame Florence Decuyper répond qu'il s'agit ici de l'application de la règle. La protection est, par principe, positive et elle doit être confirmée par un courrier dans lequel l'établissement répond à la demande de l'intéressé. En l'absence de réponse, la demande est considérée comme rejetée (par exception au principe du « silence vaut acceptation »).

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs les conditions et modalités de prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par un agent public d'Avignon Université, bénéficiaire de la protection fonctionnelle.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

### 1.3 Approbation de la structuration des instituts et des directions centrales

Madame Lisa Mazzitelli quitte la séance.

Le VP CA indique que le document présenté au CA de ce jour a été présenté et validé précédemment en Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail (FS SSCT) et en Comité social d'administration (CSA). Le VP CA donne la parole au DGS, qui présente la structuration des instituts et des directions centrales via un diaporama projeté en séance (*cf. annexe point B.1.3*).

Le DGS indique que l'objectif de la structuration est d'adapter le projet d'administration au projet d'établissement. Le sens de l'action de l'administration est de soutenir les missions de l'établissement et son projet. Pour conforter sa stratégie de différenciation, accroître ses partenariats, ses écosystèmes et sa visibilité, Avignon Université doit désormais adapter son projet d'administration au projet d'établissement et s'engager dans une transformation de ses structures et de son fonctionnement. Cette évolution doit permettre de piloter au plus fin son offre de formation, dynamiser et appuyer sa recherche, franchir une étape supplémentaire en matière de pilotage de ses activités.

Le contexte de cette structuration est :

- le nouveau projet d'établissement qui sera décliné dans le futur contrat d'établissement et le contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) à compter du mois de septembre 2024 ;
- la nécessité d'accroître l'attractivité de l'établissement pour augmenter ses effectifs étudiants ;
- la nécessité de définir un nouveau modèle économique plus soutenable dans un contexte de diminution des ressources ;
- tenir compte des observations et recommandations du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) et des objectifs des COMP.

Afin de répondre à un enjeu global d'amélioration de la satisfaction et de l'expérience utilisateur, l'objectif sera d'optimiser le système de pilotage de l'établissement et ce, via la création des instituts, la réorganisation des services de la Direction générale des services (DGS) et la réorganisation d'un certain nombre de directions centrales (*cf. annexe point B.1.3*). Le DGS rappelle que la structuration des instituts avait été engagée pour repenser l'articulation formation-recherche afin de positionner les unités de recherche dans un modèle de gouvernance des axes et pour construire une nouvelle organisation dépassant le cadre disciplinaire des composantes (anciennement UFR). Afin de structurer ce projet, des groupes de travail thématiques ont été mis en place.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Allal Berrag indique que la modification du fonctionnement des services doit obligatoirement être votée en Comité social d'administration (CSA). Il rappelle la jurisprudence « Université Joseph-Fourier - Accès au RCE » qui a été annulé par le tribunal administratif de Grenoble car l'établissement n'avait pas consulté le Comité technique (qui est devenu le CSA). Monsieur Allal Berrag indique que le CSA n'a pas émis d'avis sur le projet. Le DGS répond que le projet de structuration des instituts et des directions centrales a été présenté au CSA le 28 mai 2024. Monsieur Allal Berrag indique que le projet voté par le CSA est différent de celui présenté ce jour au CA. Il illustre son propos via la diapositive n°10 de la présentation en CA « *Organigramme de l'Institut AGrosciences, Environnement & Santé* ». Dans cette dernière, le poste « *Assistance de Direction* » a disparu, alors qu'il apparaissait dans la version présentée au CSA. Le DGS répond qu'il a été précisé au CSA qu'il y a des postes d'assistants de direction qui sont dans les organigrammes et il n'y a pas de changement. La configuration proposée est bien celle qui comprend une « *Assistance de Direction* » au sein de l'Institut Ages. Effectivement, le document a été transmis à un moment où la version communiquée au CSA a été transformée. Monsieur Allal Berrag indique que si les deux versions n'avaient pas été confrontées, c'est la version votée par l'organe délibérant qui compte. Le DGS répond que les organigrammes répondent à une organisation qui dépend des Directeurs d'instituts car dans les statuts des instituts ce sont ces derniers qui fixent leur organisation interne. En phase de démarrage, les organigrammes sont harmonisés. Toutefois, à l'avenir, les organigrammes des instituts peuvent changer et ce, sans passage en CSA et en CA. Le DGS confirme qu'il y aura bien un poste d'assistante de direction au sein de l'Institut « AGrosciences, Environnement & Santé » et ce poste est positionné de la même manière dans les deux instituts.

Concernant les organigrammes des instituts, Madame Agnès Vinet indique ne pas comprendre le système entre les « Pôle gestion et CER » et « Pôle Gestion des études » car pour elle, les CER comprennent la recherche et la formation. Le DGS répond que le « Pôle des études » correspond aux secrétariats pédagogiques. Dans les CER, ce seront des assistants de direction qui prendront en charge l'ensemble des actes administratifs ou du fonctionnement administratif des CER. Certains personnels seront positionnés comme s'ils étaient autrefois des assistants de direction dans les départements et des secrétaires pédagogiques qui sont dans le pôle des études (inscription des étudiants, organisation des examens, etc.). Les missions sont différentes. Madame Agnès Vinet demande s'il y aura une hiérarchisation entre le gestionnaire financier et le gestionnaire des études. Le DGS répond par la négative et indique qu'ils ne seront pas dans les mêmes pôles.

Madame Agnès Vinet demande également ce qu'il en est des gestionnaires de laboratoires. Le DGS répond que ces postes ne disparaissent pas. Ces gestionnaires poursuivront leurs engagements relatifs aux laboratoires de la même manière qu'auparavant. Toutefois, concernant les CER et l'institut, cela passera par la plateforme financière.

Monsieur Allal Berrag indique que selon lui, il n'y a pas d'objectifs à cette restructuration. L'objectif pris pour confronter sa stratégie d'établissement aurait pu être atteint avec les UFR. Monsieur Allal Berrag ajoute qu'il en avait discuté avec l'ancien

Président de l'université et que l'objectif de départ était de transformer profondément l'établissement afin d'obtenir le PIA4 et c'est cela qui a amené l'idée de créer les instituts. L'établissement n'a toutefois pas été lauréat de cet appel à projets. Monsieur Allal Berrag indique que les collègues sont inquiets quant à leur avenir. Le Président répond que le passage aux instituts est justifié par une réforme de l'organisation scientifique de l'établissement. L'organisation était disciplinaire pour un projet d'établissement qui est construit autour d'objets de recherche (des champs/UFR disciplinaires). Toutefois, le projet d'établissement est construit autour de deux thématiques de différenciation qui sont transversales. La structure de l'établissement était découplée de son projet, qui se construit depuis plus de 20 ans. Dans la trajectoire de différenciation, cette structure d'établissement devenait bloquante, notamment en ce qui concerne l'offre de formation. D'autre part, la structure de l'établissement telle qu'elle existait auparavant était inadaptée à la petite taille d'Avignon Université. Le fondement global de la transformation de l'établissement est un alignement de la structure et du projet d'établissement. Le projet de transformation de l'administration est un projet d'une administration qui s'adapte au projet global de l'établissement. Le Président indique que l'on ne réforme pas un établissement pour essayer de répondre à un appel à projets, notamment du fait du caractère hypothétique des appels à projets. Répondre aux appels à projets a pour objectif de trouver les moyens dont l'établissement a besoin pour mettre en œuvre son projet.

Monsieur Allal Berrag réitère l'inquiétude du personnel quant à cette nouvelle structuration. Il indique qu'il est demandé aux agents de postuler sur leur propre poste. Il aurait fallu indiquer aux agents concernés qu'ils ne postuleront pas sur leur propre poste mais sur un autre poste, car il y a des modifications du poste. Monsieur Allal Berrag demande ce qu'il pourrait se passer si personne ne postule sur son poste. Il ajoute que le personnel a été malmené durant les dix dernières années par les réformes nationales et indique que les agents font régulièrement appel aux représentants syndicaux de l'établissement pour les interroger au sujet de cette structuration.

Maître Paul-Roger Gontard quitte la séance.

Le VP CA répond qu'il a eu l'occasion d'échanger avec les secrétaires pédagogiques de l'ancienne UFR SHS et il indique que les inquiétudes du personnel, dont fait part Monsieur Allal Berrag, sont entendables, entendues et légitimes. Il précise qu'il y a une adéquation des personnels en place avec la nouvelle organisation et il est possible qu'à la marge, sur un ou deux postes, la question se pose quant aux candidatures non-pourvues. Dans ce cas-là, un accompagnement sera mis en place par la gouvernance auprès des personnels concernés. Monsieur Allal Berrag indique le ton employé par les agents auprès du VP CA ou des Directeurs de composantes sera moins chargé d'inquiétude que celui employé auprès d'un collègue qui est représentant syndical. Le DGS répond qu'effectivement le changement génère de l'inquiétude, ce qui est tout à fait normal. Dans la conduite du changement, l'important est d'essayer de rassurer, de sécuriser, d'entendre et d'écouter. Dans les secrétariats pédagogiques des anciennes composantes, qui sont devenues des instituts, il y a un « Pôle des études » qui regroupe les mêmes personnels qu'auparavant, avec les mêmes attributions auxquelles s'ajoute la mission relative à l'inscription administrative des étudiants. Pour la prochaine rentrée universitaire, en septembre 2024, il n'y aura aucun changement. En effet, la nouvelle organisation sera mise en place à compter de la rentrée 2025-2026. Chaque institut bénéficiera de moyens supplémentaires, à savoir le recrutement de vacataires pour les inscriptions, l'appui de la Direction des études et de la scolarité, des formations, de l'échange de bonnes pratiques et de l'information. Le DGS précise que les secrétaires pédagogiques qui avaient cette fonction-là resteront, à plus de 90%, sur ces mêmes postes, aux mêmes endroits, avec les mêmes collègues, les mêmes outils et avec une mission supplémentaire qui leur sera déléguée avec l'ensemble des moyens nécessaires pour le faire. Cela permettra également de rééquilibrer les portefeuilles de gestion des secrétariats pédagogiques. En effet, certains étaient surchargés de travail et d'autres voyaient leur activité décroître du fait de la baisse des effectifs étudiants. Le DGS ajoute qu'avant de devenir l'Institut « Agrosociétés, Environnement et Santé », l'UFR STS était d'ores et déjà organisée sous forme de plateforme financière. Aussi, la nouvelle structuration ne changera pas l'organisation préexistante. Il en est de même pour les trois composantes du centre-ville car l'ensemble des gestionnaires financiers était regroupé. La seule nouveauté est que le CERI et l'IUT, qui avaient un gestionnaire, ont une plateforme avec quasiment les mêmes gestionnaires et une répartition des charges quelque peu différente car ce sont des composantes avec beaucoup de polyvalence. Dans la conduite du changement, pour rassurer les personnels et être transparent sur l'information, les évolutions ont été affichées dans la revue « Carnets » et dans des « Flash news ». Les groupes de travail ont également été ouverts à l'ensemble des personnels volontaires qui souhaitent les rejoindre. Il est possible que des postes restent vacants et que des personnels soient sans affectation, d'où l'importance des entretiens RH proposés aux agents.

Monsieur Konstantinos Chalikakis demande des informations complémentaires sur l'organisation de la cellule « Accompagnement aux projets et à la transformation » au sein de la Direction générale des services. Il demande notamment si les personnels de ladite cellule vont se rapprocher des laboratoires. Le DGS répond que les deux collègues qui font partie de cette cellule sont Mesdames Sandra Poitevin et Aude Favre. Dans leurs parcours respectifs, elles ont exercé des missions dans le management de projets et sont formées au Lean management via la certification « Green Belt » pour la conduite de projets et l'excellence opérationnelle. L'objectif de cette cellule est de se mettre à la disposition de la communauté universitaire. Pour ce faire, il est nécessaire, d'une part, de communiquer sur l'existence de la cellule et sur ce qu'elle peut proposer et d'autre part, il faut également que les membres de la cellule rencontrent les personnels des instituts sur ce qui peut leur être proposé.

Monsieur Paul Payan indique qu'il voit bien les enjeux de la structuration et ajoute qu'il faudra du temps aux enseignants-chercheurs pour comprendre cette nouvelle organisation et les changements qui en découlent. Il regrette le manque de vision globale de l'organisation de l'université et indique qu'il aurait besoin d'une vision plus claire de l'ensemble pour comprendre cette nouvelle organisation et notamment l'autorité entre les différentes directions, le DGS, le Président ou

encore les conseils. Il ajoute qu'il y a ici un enjeu pédagogique. Le DGS répond que l'organigramme global de l'établissement sera republié. Un travail de communication sera fait via les regroupements publics. Le Président ajoute que tous les services sont sous la direction du DGS, ce qui correspond à la structure classique de gouvernance d'un établissement. Seule la « Direction des Villas, des Projets et des Partenariats stratégiques » sera sous l'autorité du Président du fait de sa dimension institutionnelle.

Madame Delphine Blanke demande des précisions sur le calendrier de mise en œuvre de la nouvelle structuration. Est-ce prévu pour 2024, tel qu'indiqué dans la présentation ou pour 2025, tel qu'indiqué précédemment par le DGS ? Le DGS répond que les affectations seront faites au 1<sup>er</sup> septembre 2024 mais effectivement, les agents des pôles des études prendront leur affectation le 4 novembre 2024 car la prochaine rentrée sera organisée avec la structure actuelle. Ainsi, pour l'année 2024-2025, les inscriptions administratives des étudiants seront effectuées par la Direction des études et de la scolarité. À compter de la rentrée 2025-2026, ce seront les pôles des études qui seront en charge des inscriptions.

Monsieur Allal Berrag demande s'il y aura des bilans périodiques. Le DGS répond qu'il y aura des évaluations annuelles. Un travail de réflexion sera mis en place quant à un système lié à l'évaluation de la satisfaction des membres de la communauté universitaire afin de savoir si le service rendu correspond à leurs attentes.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la structuration des instituts et des directions centrales.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (1 contre)**

## **2. Questions relatives à l'activité contractuelle de l'université :**

### **2.1 Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et Queen Mary University of London - Royaume-Uni**

Le VP CA donne la parole à Madame Françoise Arfelli, Directrice de la Maison de l'international (MDI). Cette dernière indique que Queen Mary University of London est un établissement historique avec lequel Avignon Université était en partenariat via Erasmus. Au vu du Brexit, qui impacte les programmes Erasmus, Avignon Université est dans l'obligation de passer par un accord-cadre international.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et Queen Mary University of London - Royaume-Uni.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h00.

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS